

- Contribution Économique Territoriale (CET) :

Exonération la première année civile.

La CET est composée de :

*** La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)**

Imprimé n° 1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année.

**Suppression de l'envoi postal des avis de CFE-IFER pour toutes les entreprises depuis 2015.****Pensez à créer votre espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr si cela n'est pas déjà fait.***** La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)**

Déclarations n°2035-E et 1330-CVAE (dispense possible via 2035-E) à déposer si recettes supérieures à 152 500 €, mais imposition uniquement si recettes supérieures à 500 000 €.

- Ordinateur :

Une dotation aux amortissements peut être déduite ainsi que les frais d'Internet... Au prorata de l'usage professionnel.

- Cotisation à l'ordre ou un syndicat professionnel :

Déductible du résultat (par ex. Contribution URPS, FNP, ONPP,...)

Cotisation URPS non due pour les remplaçants.

- Local professionnel :* déduction des loyers versés si cabinet loué à un tiers
* déduction possible d'un « loyer à soi même » si cabinet situé dans l'habitation dont vous êtes propriétaire (sous conditions).**- Forfait blanchissage :**L'Administration admet que les dépenses de blanchissage effectuées à domicile puissent être évaluées par référence aux tarifs pratiqués par les blanchisseurs, à condition de :

- justifier du nombre de blouses, draps, ...
- justifier du tarif (devis)
- comptabilisation **mensuelle** en comptabilité.

ET AUSSI...

- Votre téléphone portable,
- Vos frais de formation (ET Crédit d'Impôt) ...
- Taxe sur les équipements médicaux

- Cotisations sociales :**3 régimes OBLIGATOIRES** (base = bénéfice + Madelin) :*Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2022 = 41 136 €)***Les cotisations sont dues à l'URSSAF dès le 1^{er} jour de remplacement (Rep ACOSS du 09/04/2019).****- Allocations Familiales : 0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,1 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,1 % au-delà**- CSG/CRDS : 9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %)**- Assurance Maladie, choix entre :***** URSSAF (régime des P.A.M.) : 6,5 %** dont **6,4 %** de prise en charge par la CPAM sur les seuls revenus conventionnels) **+ 3,25 %** (Contribution additionnelle maladie) des revenus NON conv. ou dépassements**→ Recouvrement par l'URSSAF**

(Idem Allocations Familiales et CSG/CRDS)

*** Régime non-PAM :** augmentation progressive du taux de 0 % (Indemnités journalières) à 3,17 % pour les revenus inférieurs à 40 % PASS, de 3,17 % à 6,35 % pour les revenus compris entre 40 % et 110 % du plafond SS et 6,35 % au-delà, et taux de 6,5 % pour la fraction du revenu supérieur à 5 PASS (205 680 €)**→ Recouvrement par la Sécurité Sociale des Indépendants***En pratique, le professionnel ayant opté pour le régime SSI au niveau de la Maladie, dépose une déclaration un volet « social » spécifique au lieu d'une DS-PAMC.***- Assurance Vieillesse*** Cot. de base : **8,23 %** dans la limite de 1 plafond SS **+ 1,87 %** dans la limite de 5 PASS (205 680 € pour 2022)Forfait 1ère et 2ème année : **789 €*** Cot. Complémentaire : **1 840 € + 3 %** des revenus compris entre 25 246 € et 193 913 €* Avantage Social Vieillesse (ASV) : **200 € restant à charge** (601€ - 2/3 pris en charge par la CPAM) **+ 0,4%** des revenus N-2 dans la limite de 205 680 €* Invalidité-Décès : **776 €****→ Recouvrement par la CARPIMKO**

Pour un début d'activité au 01/01/2022	1 ^{re} année
Allocations Familiales*	- €
CSG - CRDS	758 €
- Dont CSG déductible	531 €
CFP	103 €
Maladie ⁽¹⁾*	Selon choix
Retraite de base*	789 €
Retraite Complémentaire	1 840 €
Invalidité décès*	776 €
Avantages Sociaux Vieillesse - ASV	200 €
C.U.R.P.S (0,1 % dans la limite de 0,5 % PASS)	8 €
TOTAL (sans maladie)	4 474 €
Total si exonération de début d'activité (ex-ACRE-ACCRES)	2 909 €

+ régularisation les années suivantes en fonction des revenus réels

*exonération de début d'activité possible

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin : Prévoyance (pensez à la mutuelle), Retraite et Perte d'emploi subie**Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.****PÉDICURE -
PODOLOGUE**

FICHE MÉTIER

Édition Février 2022

ORGANISME DE GESTION AGRÉÉ AU SERVICE DES AGRICULTEURS, ARTISANS, COMMERÇANTS ET PROFESSIONS LIBÉRALES
www.arcolib.fr

☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex1 rue Anita Conti
56000 VANNES15 avenue Trudaine
75009 PARISDécouvrez notre service de conformité fiscale sur www.fisca-pass.fr

1 - Formalités Administratives

A - Inscription au tableau de l'Ordre avec enregistrement du diplôme auprès du Conseil Départemental de l'Ordre des Pédicures-Podologue (ONPP) de votre lieu d'exercice (et non plus auprès de l'Agence Régionale de Santé / ARS)

→ **délivrance d'une attestation d'inscription sur laquelle est mentionnée le numéro RPPS à 11 chiffres** (numéro de praticien unique et personnel, peu importe le mode d'exercice : libéral ou salarié, remplace le numéro ADELI).

B - Génération automatique de la Carte de Professionnel de Santé (CPS) par l'Agence des Systèmes d'Informations Partagés de Santé (ASIP Santé). Elle est indispensable pour la facturation, et donc la télétransmission des feuilles de soins à la CPAM

C - Inscription CPAM

Formalités en ligne :

- Fiche de renseignements praticiens
- Pièce d'identité
- RIB du compte bancaire à usage professionnel *à défaut, RIB du compte bancaire privé*
- le numéro RPPS
- le numéro de sécurité sociale (NIR)

D - Inscription URSSAF & CARPIMKO

Si non faite automatiquement via guichet unique, effectuer l'immatriculation auprès de l'URSSAF en qualité de travailleur indépendant (formulaire POPL) à effectuer dans les 8 jours qui suivent le début d'activité.

Idem pour la CARPIMKO (Caisse de Retraite)

E - Éventuellement, conventionnement pour les podothèses à réaliser auprès de la CARSAT régionale.

F - Souscrire une assurance Responsabilité Civile Professionnelle

G - Obligation d'afficher les tarifs dans la salle d'attente ou le lieu d'exercice (décret n°2009-152 du 10/02/09)

H - Autres formalités

- Compte bancaire à usage professionnel (ouvrez un simple compte courant « classique » si admis auprès de votre banque)
- Pensez aussi à votre adhésion à **ARCOLIB**, et aux services d'un cabinet comptable...

2 - Fiscalité

LE RÉGIME MICRO-BNC

* Principe :

Régime simplifié d'imposition, le régime micro-BNC consiste en l'imposition des seules recettes encaissées auxquelles l'Administration applique un abattement forfaitaire de 34 % (Ainsi, le contribuable renonce à déduire les dépenses réellement payées et est imposé sur 66 % de ses recettes).



Si les frais réels (frais de voiture, loyers, cotisations sociales,...) excèdent 34 % des encaissements, ce régime n'est pas intéressant fiscalement.

* Conditions :

Le régime micro-BNC s'applique, en 2022, aux contribuables dont le chiffre d'affaires de 2021 ou de 2020 est inférieur au seuil de 72 600 €.

Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années.



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BNC en N+2.

LA DÉCLARATION CONTRÔLÉE (N°2035)

* De plein droit en 2022, lorsque les chiffres d'affaires de 2020 et de 2021 excèdent le seuil de 72 600 €.

* Sur option, lorsque le régime micro-BNC est applicable mais que le contribuable souhaite déduire ses frais réels.

Lorsqu'il est choisi sur option, le régime de la déclaration contrôlée est valable 1 an. De plus, pour revenir au micro-BNC (si possible en fonction des recettes), la dénonciation doit être faite dans les délais applicables au dépôt de la déclaration 2035 en 2023 pour les revenus 2022.

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2035 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice, majoré de 10% en 2022 SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration.

→ **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité, ou avant le 31 Mai.**

ARCOLIB : cotisation 2022 = 180,00 € TTC (50,00 € TTC si 1ère année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BNC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel (sauf micro-BNC car comprise dans l'abattement 34%).



Si vos recettes sont inférieures à 72 600 € et que vous déposez une 2035 SUR OPTION, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).

4 - Charges Déductibles

Sans être exhaustifs :

- Frais de véhicule :

Déduction des frais réels : Amortissement du véhicule (seulement si vous en êtes personnellement propriétaire), assurance, carburant, entretien, réparations, intérêts d'emprunt ... Au prorata de l'usage professionnel... Mais calcul de plus ou moins-values en cas de changement de véhicule.

OU

Déduction du forfait kilométrique (Si Véhicule de Tourisme, dont vous êtes personnellement propriétaire ou crédit-preneur) : application du barème de l'Administration au kilométrage professionnel réalisé avec le véhicule

Kilométrage domicile-travail limité à 40 kilomètres si convenance personnelle (non limité à 40 kms pour les remplacements ponctuels).

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 5,00 € et inférieure à 19,40 € (pour 2022).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 – 5,00 = 5,00 € (TTC)

- Non déductible : 5,00 €

N.B. : Seuils revus chaque année

- Petit outillage :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (600,00 € TTC) (matériels et outillages professionnels).

Si valeur supérieure à 600,00 € TTC : Immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (ordinateur ...).